

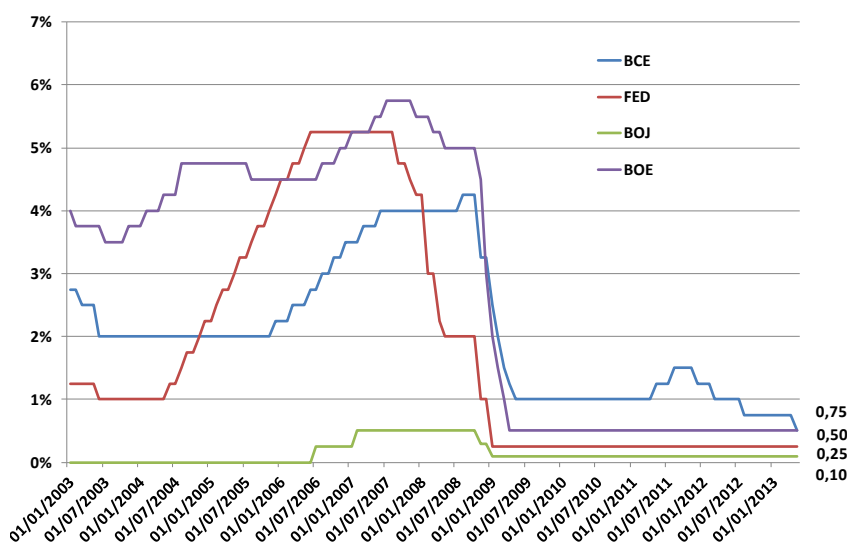
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Lors de sa réunion du 6 juin 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « Les informations disponibles ont confirmé notre évaluation qui avait conduit à l'abaissement des taux directeurs début mai. Les tensions inflationnistes sous-jacentes devraient rester modérées à moyen terme dans la zone euro. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires et, en particulier, du crédit demeurent atones. Les anticipations d'inflation à moyen terme pour la zone euro continuent d'être solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. Dans le même temps, les données d'enquêtes récentes relatives au climat des affaires font état d'une légère amélioration par rapport à un bas niveau de départ. L'orientation accommodante de notre politique monétaire, ainsi que l'amélioration significative de la situation sur les marchés financiers depuis mi-2012, devraient contribuer à soutenir les perspectives d'une reprise économique plus tard dans l'année. Dans ce contexte général, l'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. (...) Le taux de croissance annuel négatif des prêts aux sociétés non financières (en données corrigées des cessions de prêts et de la titrisation) est passé de -1,3 % en mars à -1,9 % en avril. (...). Plus généralement, la faible dynamique des prêts continue de refléter essentiellement l'état actuel du cycle économique, l'intensification du risque de crédit ainsi que l'ajustement en cours des bilans des agents financiers et non financiers. (...). Afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans les pays de la zone euro, il est essentiel que la réduction de la fragmentation des marchés du crédit de la zone euro se poursuive et que la capacité de résistance des banques soit renforcée quand cela s'avère nécessaire. Des progrès ont été accomplis depuis l'été dernier en termes d'amélioration de la situation des banques en matière de financement, de renforcement de la base de dépôts domestiques dans les pays en proie à des difficultés et de réduction de la dépendance à l'égard de l'Eurosystème, comme en témoignent les remboursements effectués au titre des opérations de refinancement à long terme d'une durée de trois ans. De nouvelles avancées décisives dans la mise en place d'une union bancaire permettront d'atteindre cet objectif. En particulier, le Conseil des gouverneurs insiste sur le caractère crucial du futur mécanisme de surveillance unique (MSU) et d'un mécanisme de résolution unique (MRU) dans le processus de retour vers un système bancaire intégré. Ces deux mécanismes doivent donc être mis en place rapidement ».

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Hausse du taux de chômage au sens du BIT au premier trimestre en France

Le taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine est estimé à 10,4 % pour le 1^{er} trimestre 2013, après 10,1 % au 4^{tr} trimestre 2012. Sur la France entière (hors Mayotte), il est estimé à 10,8 % (après 10,5 % au 4^{tr} trimestre).

Nouvelle hausse du taux de chômage dans la zone euro (Eurostat)

Dans la zone euro (ZE17), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 12,2 % en avril 2013, en hausse par rapport au taux de 12,1 % relevé en mars. Dans l'UE27, le taux de chômage était de 11,0 %, stable par rapport au mois précédent. Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à avril 2012, où ils se situaient respectivement à 11,2 % et 10,3 %. Selon les estimations d'Eurostat, 26,588 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en avril 2013 dans l'UE27, dont 19,375 millions dans la zone euro. Par rapport à mars 2013, le nombre de chômeurs a augmenté de 104 000 dans l'UE27 et de 95 000 dans la zone euro. Comparé à avril 2012, le chômage s'est accru de 1,673 million de personnes dans l'UE27 et de 1,644 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,4 %) ainsi qu'au Luxembourg (5,6 %), et les plus élevés en Grèce (27,0 % en février 2013), en Espagne (26,8 %) ainsi qu'au Portugal (17,8 %).

Inflation

Léger repli des prix en France en avril

En avril 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) se replie de 0,1 % après une hausse de 0,8 % en mars. Sur un an, il s'accroît de 0,7 % en avril (+1,0 % en mars 2013). Les prix des produits alimentaires et du tabac sont en augmentation. Dans le sillage du recul des prix des produits pétroliers, les prix de l'énergie baissent quant à eux nettement. Les prix des services reculent, du fait du repli des tarifs des télécommunications et de celui de certains services liés au tourisme à la suite du décalage des vacances scolaires cette année. La réduction des prix des produits de santé et de celle, plus tendancielle, des produits électroniques entraîne celle des prix des produits manufacturés.

Légère augmentation de la hausse des prix en rythme annuel dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 1,4 % en mai 2013, en hausse par rapport au mois d'avril, où il était de 1,2 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. L'alimentation, les boissons alcoolisées & le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en mai (3,3 % contre 2,9% en avril), suivis des services (1,4% contre 1,1% en avril), des biens industriels hors énergie (0,9 % contre 0,8 % en avril) et de l'énergie (-0,2 % contre -0,4 % en avril).

Asie/Pacifique

Le FMI présente les conclusions provisoires de sa mission au Japon au titre de la consultation annuelle «Article 4 »

Le Fonds monétaire international a salué les premiers effets prometteurs de la nouvelle politique de relance menée par le gouvernement, tout en le pressant d'adopter des réformes structurelles pour réduire la dette publique, sous peine de « risques considérables ». Le Fonds conseille de porter à terme la taxe sur la consommation à 15 %, alors qu'elle était censée augmenter de 5 à 10 % entre avril 2014 et octobre 2015.

Légère reprise des investissements directs étrangers en Chine

En avril, ils ont progressé de 0,4 % à 8,44 milliards de dollars US, selon les chiffres publiés par le ministère du Commerce. Sur les quatre premiers mois de l'année, ils ont augmenté de 1,2 % par rapport à la même période de 2012.

Actualité législative

Décret n° 2013-384 du 7 mai 2013 définissant les conditions et les modalités de la désignation du représentant permanent ad hoc mentionné au VI de l'article L. 561-3 du code monétaire et financier

Ce décret prévoit dans quelles conditions l'Autorité de contrôle prudentiel peut exiger la désignation d'un représentant permanent de la part d'établissements de paiement et de monnaie électronique ayant leur siège dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat partie à l'Espace économique européen, qui souhaitent fournir des services de paiement ou distribuer de la monnaie électronique en France via des agents ou des distributeurs de monnaie électronique situés en France (montant d'opérations de services de paiement ou volume de monnaie électronique mise en circulation excédant certains seuils, ou insuffisances du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme). Ce représentant permanent est chargé de la bonne application du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme en France

Décret n° 2013-385 du 7 mai 2013 fixant les conditions et les modalités de la communication des informations relatives aux opérations de transmission de fonds mentionnées à l'article L. 561-15-1 du code monétaire et financier

Ce décret pris pour application de l'article 13 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 a pour objet de fixer les conditions et les modalités de transmission à TRACFIN par les établissements de crédit, de paiement et de monnaie électronique, des éléments d'information relatifs aux opérations de transmission de fonds à partir d'un versement en espèces ou au moyen de monnaie électronique (transmission d'informations à partir de 1 000 € par opération ou 2 000 € cumulés par client sur un mois calendaire).

Ordonnance n° 2013-421 du 23 mai 2013 relative à l'inscription au fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (FICP) des décisions relatives au traitement du surendettement en Polynésie française

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027442941&dateTexte=&categorieLien=id>

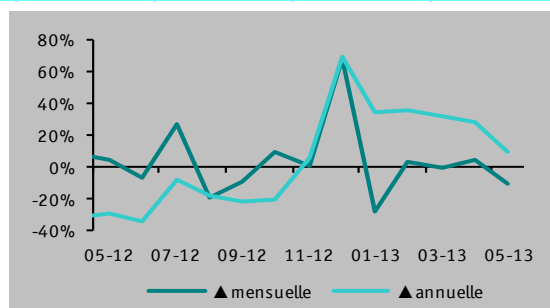
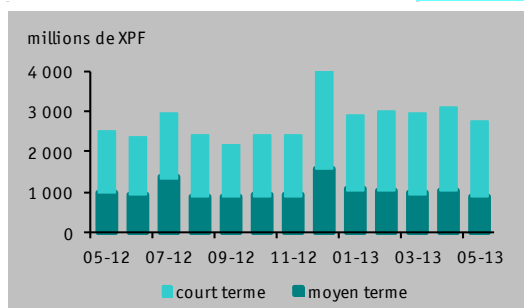
Cette ordonnance, en complétant les dispositions de l'article L. 334-7 du Code de la consommation, permet l'extension à la Polynésie française du dispositif national en matière d'inscription au FICP des mesures de surendettement. Ce texte prévoit d'une part, qu'un débiteur ayant déposé un dossier de surendettement est automatiquement inscrit au FICP, et d'autre part, que les décisions de traitement du surendettement (moratoire, plan, effacement partiel, procédure de rétablissement personnel) prises par la commission de surendettement de Polynésie dont le secrétariat est assuré par l'IEOM, ou prises par le tribunal, font l'objet d'une inscription au FICP.

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Recul du refinancement en mai

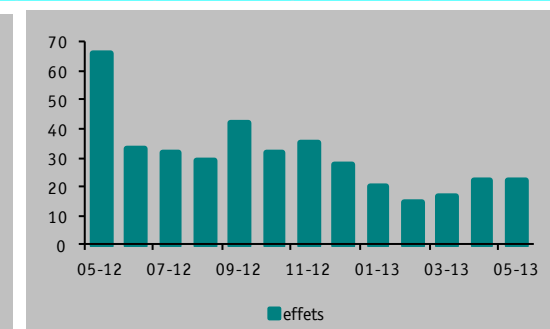
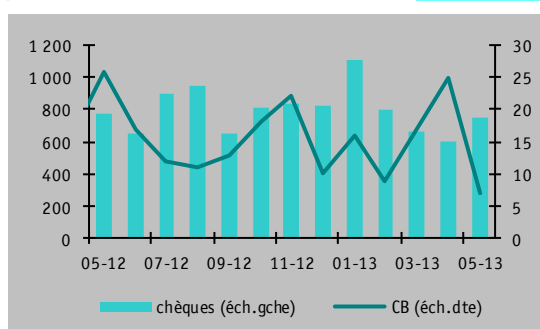
| en millions de F CFP | mai-12 | avr-13 | mai-13 | ▲/mois | ▲/an |
|----------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|-------------|
| Utilisations à court terme | 1 571 | 2 095 | 1 899 | -9,4% | 20,9% |
| Utilisations à moyen terme | 964 | 1 015 | 870 | -14,3% | -9,7% |
| Refinancement total | 2 536 | 3 110 | 2 770 | -11,0% | 9,2% |



Incidents de paiement

Hausse des incidents de paiements

| en nombre | mai-12 | avr-13 | mai-13 | ▲/mois | ▲/an |
|--------------------------------|------------|------------|------------|--------------|--------------|
| Incidents de paiement : | 656 | 652 | 783 | 20,1% | 19,4% |
| - sur chèques | 618 | 605 | 754 | 24,6% | 22,0% |
| - sur effets | 22 | 22 | 22 | 0,0% | 0,0% |
| - retraits de cartes bancaires | 16 | 25 | 7 | -72,0% | -56,3% |



Interdits bancaires

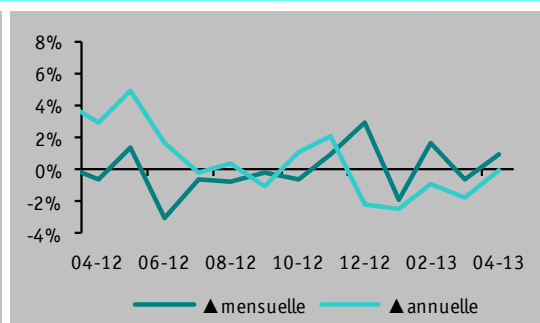
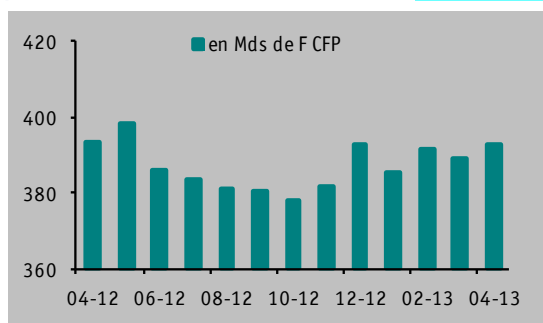
Légère hausse des interdits bancaires en mai

| en nombre | mai-12 | avr-13 | mai-13 | ▲/mois | ▲/an |
|---|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|
| Interdits bancaires en fin de mois | 3 605 | 3 407 | 3 430 | 0,7% | -4,9% |
| - dont personnes physiques | 3 145 | 2 941 | 2 960 | 0,6% | -5,9% |
| - dont personnes morales | 460 | 466 | 470 | 0,9% | 2,2% |

Masse monétaire

Stabilisation de M3 en rythme annuel

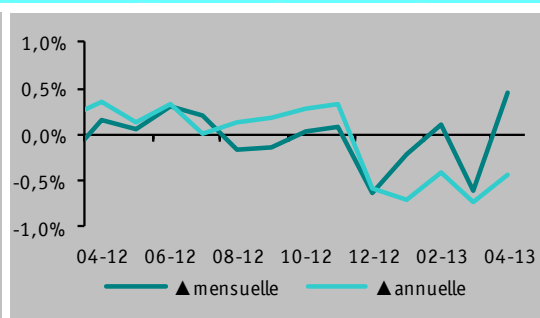
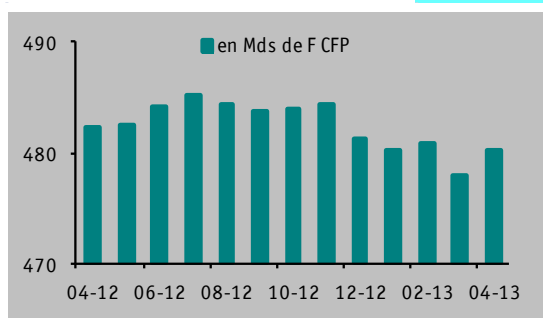
| en millions de F CFP | avr-12 | mars-13 | avr-13 | ▲/mois | ▲/an |
|----------------------------|----------------|----------------|----------------|-------------|--------------|
| Circulation fiduciaire | 15 193 | 15 074 | 15 104 | 0,2% | -0,6% |
| Dépôts à vue | 149 951 | 154 708 | 155 625 | 0,6% | 3,8% |
| Comptes sur livrets | 98 886 | 98 761 | 99 636 | 0,9% | 0,8% |
| Comptes d'épargne logement | 330 | 397 | 407 | 2,6% | 23,6% |
| Dépôts à terme | 126 574 | 118 028 | 120 088 | 1,7% | -5,1% |
| Autres | 2 274 | 2 071 | 2 064 | -0,3% | -9,2% |
| Total M3 | 393 207 | 389 039 | 392 924 | 1,0% | -0,1% |



Concours des banques locales à l'économie

Progression des crédits de trésorerie en avril

| en millions de F CFP | avr-12 | mars-13 | avr-13 | ▲/mois | ▲/an |
|-----------------------|----------------|----------------|----------------|-------------|--------------|
| Crédits de trésorerie | 124 965 | 122 650 | 126 189 | 2,9% | 1,0% |
| Crédits d'équipement | 64 832 | 65 964 | 65 871 | -0,1% | 1,6% |
| Crédits à l'habitat | 160 808 | 163 501 | 163 707 | 0,1% | 1,8% |
| Autres crédits | 71 064 | 67 599 | 67 817 | 0,3% | -4,6% |
| Créances dout. brutes | 60 600 | 58 213 | 56 569 | -2,8% | -6,7% |
| Total CCB | 482 270 | 477 926 | 480 152 | 0,5% | -0,4% |



3 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Convention de financement Etat-Pays de 5 milliards de F CFP

Le 29 mai 2013, le Président de la Polynésie française et le Haut-commissaire de la République ont signé une convention d'investissement d'un montant de 5 milliards de F CFP. Celle-ci s'inscrit dans le cadre du Troisième instrument financier des dotations de l'Etat au Pays.

Ces 5 milliards couvrent le financement de 57 projets d'infrastructures, inscrits dans la programmation du Troisième instrument financier au titre de l'année 2013. Une seconde tranche sera engagée ultérieurement, avec une contribution de l'Etat de 1,1 milliard de F CFP.

[Signature d'une convention Etat-Pays 2013 de mise en place de Chantiers de développement local](#)

Une convention Etat-Pays 2013 de mise en place de Chantiers de développement local (CDL) a été signée le 3 juin 2013 entre le Haut-commissaire de la République et le Président de la Polynésie française. Ce dispositif, financé par l'Etat à hauteur de 58,1 millions de F CFP (première tranche 2013), vise à favoriser l'insertion professionnelle et à procurer une aide financière à des personnes à la recherche d'un emploi, en contrepartie d'un travail d'intérêt général.

[Transport aérien](#)

[Un nouveau transporteur aérien en Polynésie française](#)

Créée en début d'année, la SAS Air Tetiaroa doit assurer la desserte de l'hôtel Le Brando, dont l'ouverture est prévue en 2014. En mai 2013, la compagnie a obtenu sa licence de transporteur aérien pour le fret et le trafic de passagers. Elle attend son certificat de transporteur aérien, qui lui sera délivré ultérieurement par l'Aviation civile.

Air Tetiaroa, qui appartient au groupe TBSA (Tahiti Beachcomber SA), devrait utiliser des bimoteurs de neuf places pour relier l'atoll de Tetiaroa à Tahiti.

[Transport maritime](#)

[Développement des croisières sur cargos mixtes](#)

Le cargo mixte Tuhaa Pae IV a reçu début juin l'autorisation de la part des affaires maritimes pour démarrer ses croisières aux Australes. Les premières croisières, pour un maximum de 25 passagers, démarreront en juillet pour une durée de six à sept jours au départ de Papeete. Les îles desservies seront Rimatara, Rurutu, Tubuai et Raivavae.

Un autre projet similaire, mais cette fois-ci vers les Tuamotu, devrait voir le jour. En effet, le groupe Degage va investir 1,5 milliard de F CFP pour la construction de son cargo mixte, le Dory 2. Celui-ci proposera des croisières « plongées » de cinq jours pour 70 passagers. Il desservira les atolls de Tikehau, Rangiroa, Ahe, Manihi et Fakarava.

[Logement social](#)

[Construction de 118 logements dispersés](#)

Le 25 mai 2013, lors d'une réunion technique entre le gouvernement polynésien, l'AFD et le représentant de l'Etat, a été évoqué le lancement d'un chantier comprenant 118 logements en habitat dispersé pour un budget de 802 millions de F CFP. Ce projet, inscrit au programme 2013 de l'Office polynésien de l'habitat (OPH), a bénéficié du déblocage des fonds prévus pour son financement. Les travaux doivent être engagés prochainement.

[Réglementation](#)

[Interdiction des ventes pyramidales](#)

La loi de Pays n°2013-18 relative aux ventes et prestations pyramidales a été promulguée le 10 mai 2013. Elle interdit la vente au moyen de laquelle on propose un avantage ou une rémunération à une personne à condition qu'il recrute d'autres acheteurs. Elle prévoit pour tout contrevenant une peine d'emprisonnement d'un an, assortie d'une amende de 536 000 F CFP.

[Rapport du CESC sur l'implantation de casinos en Polynésie française](#)

La commission Economie du CESC (Conseil économique social et culturel) a rédigé un rapport relatif à l'implantation de casinos en Polynésie française. Fin mai, le CESC a donné un avis favorable assorti de recommandations pour assurer la protection juridique des consommateurs contre le risque d'addiction au jeu.

4 – Brèves économiques régionales

[Australie : politique monétaire](#)

[Baisse de l'OCR d'un quart de point](#)

Lors de sa réunion mensuelle du 8 mai 2013, la Reserve Bank of Australia (RBA) a décidé de diminuer d'un quart de point son principal taux d'intervention, le Cash rate. Ce dernier s'établit désormais à 2,75 %, plus bas niveau jamais touché depuis la création de la RBA en 1960.

La RBA « a estimé qu'une nouvelle baisse du taux d'intérêt était adéquate pour encourager une croissance durable dans l'économie, tout en respectant les objectifs de hausse des prix ». La croissance de l'Australie, qui est restée vigoureuse grâce à la demande des pays émergents en matières premières ces dernières années, commence à subir les effets de la baisse des cours et du ralentissement de la conjoncture mondiale.

Australie : croissance économique

Progression de 0,6 % du PIB au premier trimestre 2013

Le PIB australien augmente de 0,6 % sur les trois premiers mois de l'année, comme aux deux trimestres précédents. La croissance est dynamisée par la hausse des exportations minières (charbon et minerai de fer) sur la période.

Sur l'année, le rythme de la croissance tend à ralentir, en raison de la faiblesse de la conjoncture mondiale. Le PIB progresse de 2,5 %, après +3,1 % au dernier trimestre 2012. Pour l'année en cours, le gouvernement australien table sur une croissance de 2,75 % et non plus +3 %. La RBA, pour sa part, prévoit +2,5 % seulement.

Nouvelle-Zélande : construction immobilière

Forte hausse de l'immobilier résidentiel au premier trimestre 2013

La construction immobilière augmente de 5,8 % (CVS) au premier trimestre 2013, après +2 % sur les trois derniers mois de l'année précédente. Elle est dynamisée par l'immobilier résidentiel qui progresse de 12 %, sa plus forte hausse depuis dix ans. A contrario, le non-résidentiel est en retrait, -0,8 %, hormis dans la région de Canterbury.

Nouvelle-Zélande : emploi

Amélioration sur le marché du travail

Après trois trimestres consécutifs de baisse, le taux d'emploi se redresse de 1 point (cvs) au premier trimestre 2013, à 63,7 % (62,7 % au quatrième trimestre 2012). Parallèlement, le taux de chômage diminue significativement, de 6,8 % en décembre 2013 à 6,2 % en mars 2013, soit -0,6 point.

Les indicateurs de référence

| | date | m-12 | m-1 | m | ▲/mois | ▲/an |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Indicateurs macroéconomiques | | | | | | |
| Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007) | avr-13 | 106,1 | 107,9 | 108,1 | 0,1% | 1,9% |
| Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000) | mars-13 | 116,4 | 115,0 | 114,2 | -0,7% | -1,9% |
| Commerce extérieur | | | | | | |
| Exportations (en M F CFP) | avr-13 | 958 | 1 252 | 1 004 | -19,8% | 4,8% |
| Importations (en M F CFP) | avr-13 | 12 853 | 10 171 | 14 888 | 46,4% | 15,8% |
| (source : ISPF) | | | | | | |
| Entreprises | | | | | | |
| Importations de biens d'équipement (M F CFP) | avr-13 | 1 542 | 1 250 | 2 334 | 86,7% | 51,4% |
| Importations de véhicules utilitaires (M F CFP) | avr-13 | 95 | 82 | 110 | 33,9% | 16,1% |
| Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb) | avr-13 | 92 | 93 | 97 | 4,3% | 5,4% |
| Personnes morales en interdiction bancaire (nb) | mai-13 | 460 | 466 | 470 | 0,9% | 2,2% |
| (sources : ISPF, IEOM) | | | | | | |
| Ménages | | | | | | |
| Importations de biens de consommation courante (M CFP) | avr-13 | 1 691 | 1 600 | 2 224 | 39,0% | 31,5% |
| Importations de produits alimentaires (M CFP) | avr-13 | 2 761 | 2 614 | 3 302 | 26,3% | 19,6% |
| Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb) | avr-13 | 246 | 152 | 227 | 49,3% | -7,7% |
| Personnes physiques en interdiction bancaire | mai-13 | 3 145 | 2 941 | 2 960 | 0,6% | -5,9% |
| (sources : ISPF, IEOM) | | | | | | |
| Secteurs | | | | | | |
| Agriculture | | | | | | |
| Exportations de perles brutes (en M F CFP) | avr-13 | 471 | 720 | 403 | -44,1% | -14,4% |
| Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP) | avr-13 | 101 | 83 | 103 | 24,4% | 2,4% |
| BTP | | | | | | |
| Importations de ciment (en M F CFP) | avr-13 | 102 | 54 | 45 | -16,6% | -55,4% |
| Importations de bois transformé (en M F CFP) | avr-13 | 140 | 125 | 151 | 20,8% | 7,7% |
| Industrie | | | | | | |
| Exportations de monoïen vrac et conditionné (en M F CFP) | avr-13 | 18 | 25 | 5 | -79,0% | -71,5% |
| Exportations d'huile de coprah (en M F CFP) | avr-13 | 31 | 42 | 20 | -51,6% | -34,8% |
| Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP) | avr-13 | 53 | 44 | 68 | 54,4% | 30,1% |
| Tourisme | | | | | | |
| Nombre de touristes | mars-13 | 13 075 | 11 177 | 13 897 | 24,3% | 6,3% |
| Taux d'occupation hôtelière (CPH) | mai-13 | 60,9% | 59,3% | 67,0% | 7,7 pts | 6,1 pts |
| (sources : ISPF, CPH) | | | | | | |
| Indicateurs financiers (Encours banques locales en M F CFP) | | | | | | |
| Dépôts | | | | | | |
| Ménages | | | | | | |
| Dépôts à vue | avr-13 | 56 730 | 58 736 | 57 369 | -2,3% | 1,1% |
| Comptes sur livret | avr-13 | 93 008 | 93 040 | 93 975 | 1,0% | 1,0% |
| Dépôts à terme | avr-13 | 61 382 | 65 002 | 66 555 | 2,4% | 8,4% |
| Entreprises | | | | | | |
| Dépôts à vue | avr-13 | 75 204 | 80 678 | 81 038 | 0,4% | 7,8% |
| Dépôts à terme | avr-13 | 37 507 | 43 759 | 42 679 | -2,5% | 13,8% |
| Encours bancaires | | | | | | |
| Ménages | | | | | | |
| Crédits de trésorerie | avr-13 | 77 008 | 76 513 | 76 738 | 0,3% | -0,4% |
| Crédits à l'habitat | avr-13 | 140 113 | 143 224 | 143 424 | 0,1% | 2,4% |
| Entreprises | | | | | | |
| Crédits de trésorerie | avr-13 | 46 036 | 41 845 | 40 704 | -2,7% | -11,6% |
| Crédits d'équipement | avr-13 | 55 357 | 56 776 | 56 804 | 0,1% | 2,6% |
| (source : IEOM) | | | | | | |

5 - Les taux

| TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER | | | |
|--|--------------|-------|--|
| | date d'effet | taux | taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte |
| taux de la facilité de dépôt | 27/05/2010 | 0,25% | |
| taux de réescompte des crédits aux entreprises | 28/05/2013 | 0,50% | 3,25% |
| taux de réescompte des prêts bancaires au logement | 01/04/2013 | 2,15% | 4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013) |
| taux de la facilité de prêt marginal | 28/05/2013 | 1,00% | |
| taux de l'escompte de chèques | 28/05/2013 | 1,00% | |

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

| | 31/05/2013 | 30/04/2013 | Var. M-1 |
|-----------------|------------|------------|------------|
| EONIA | 0,1140% | 0,1020% | + 0,012 pt |
| EURIBOR 1 mois | 0,1130% | 0,1160% | - 0,003 pt |
| EURIBOR 3 mois | 0,2000% | 0,2070% | - 0,007 pt |
| EURIBOR 6 mois | 0,2980% | 0,3150% | - 0,017 pt |
| EURIBOR 12 mois | 0,4780% | 0,5100% | - 0,032 pt |

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

| | 31/05/2013 | 30/04/2013 | Var. M-1 |
|-----------------|------------|------------|------------|
| TEMPE | 0,0784% | 0,8190% | - 0,741 pt |
| EURIBOR 1 mois | 0,1120% | 0,1180% | - 0,006 pt |
| EURIBOR 3 mois | 0,2010% | 0,2090% | - 0,008 pt |
| EURIBOR 6 mois | 0,3020% | 0,3240% | - 0,022 pt |
| EURIBOR 12 mois | 0,4850% | 0,5290% | - 0,044 pt |
| TMO | 2,0600% | 2,1000% | - 0,040 pt |
| TME | 1,8600% | 1,9000% | - 0,040 pt |
| TRBOSP | 2,2200% | 2,0200% | + 0,200 pt |

taux de base bancaire

| | taux | date d'effet |
|-------------------------|-------|--------------|
| banques métropolitaines | 6,60% | 15/10/2001 |
| banques locales | 7,10% | 01/07/2009 |

taux d'intérêt légal

| | taux | JORF |
|------------|-------|------------|
| année 2013 | 0,04% | 01/03/2013 |
| année 2012 | 0,71% | 08/02/2012 |

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TMO : taux moyen des obligations publiques
(source: CDC)
TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme
(source: CDC)
TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé
(dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

| devise | USD | | | JPY | | | GBP | | |
|------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | 31/05/2013 | 30/04/2013 | 31/03/2013 | 31/05/2013 | 30/04/2013 | 31/03/2013 | 31/05/2013 | 30/04/2013 | 31/03/2013 |
| taux JJ | 0,110% | 0,220% | 0,180% | 0,101% | 0,106% | 0,096% | 0,470% | 0,442% | 0,600% |
| 3 mois | 0,360% | 0,400% | 0,430% | 0,154% | 0,156% | 0,161% | 0,590% | 0,570% | 0,610% |
| 10 ans emprunts phares | 2,180% | 1,660% | 1,870% | 0,870% | 0,600% | 0,520% | 2,010% | 1,650% | 1,770% |

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2013)

| Crédits aux particuliers | Seuils de l'usure | Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale | Seuils de l'usure |
|---|-------------------|--|--------------------------|
| Prêts immobiliers | | Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament | 8,09% |
| Prêts à taux fixe | 5,43% | Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable | 3,75% |
| Prêts à taux variable | 5,01% | Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe | 5,29% |
| Prêts-relais | 5,55% | Découverts en compte (1) | 13,37% |
| Autres prêts | | Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans | 5,03% |
| Prêts d'un montant inférieur ou égal à 357 995 XPF | 20,29% | Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale | Seuils de l'usure |
| Prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF | 16,25% | Découverts en compte (1) | 13,37% |
| Prêts d'un montant supérieur ou égal à 715 990 XPF | 11,48% | | |

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

| Dernier cours fin de mois | 1 USD/XPF | 91,7513 | 1 NZD/XPF | 73,3672 | 1 HKD/XPF | 11,8172 | 1 GBP/XPF | 139,7818 | |
|---------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------|-----------|-----------|---------|
| 100 JPY/XPF | 91,4630 | 1 AUD/XPF | 88,1327 | 1 SGD/XPF | 72,7101 | 100 VUV/XPF | 94,8353 | 1 FJD/XPF | 50,0385 |